



COMMUNIQUE DE PRESSE

26 MARS 2018

Réaction des associations autochtones aux propos tenus par le Président de la CTG à Paris le 24 mars à l'occasion de la réunion des États Généraux de Guyane

Les organisations Autochtones de Guyane tiennent à exprimer leur profonde indignation face aux propos tenus par M. le président de la Collectivité territoriale, Rodolphe Alexandre retranscrit dans l'article de France Guyane du 26 mars 2018.

Vos paroles teintées d'un colonialisme à peine déguisé, laissent entendre que les Peuples Premiers de Guyane seraient manipulés par les écologistes. Ce discours reflète un profond mépris à l'égard des Peuples Amérindiens et tente de discréditer le combat mené pour la restitution de nos terres et la protection de notre patrimoine historique.

Il semble nécessaire de vous rappeler que les autorités coutumières se sont prononcées à deux reprises déjà contre le projet minier de la compagnie Montagne d'or et l'exploitation pétrolière offshore, le 9 août 2017 durant la Journée des Peuples Autochtones à Sainte Rose de Lima et les 16 et 17 décembre derniers à l'occasion de la Conférence des Peuples Autochtones de Guyane, au village Kamuyeneh, à Macouria.

Aucun écologiste n'est « venu chercher » les Amérindiens sur un territoire où ils sont implantés depuis des millénaires et c'est parce que ces Amérindiens se soucient de l'environnement que vous pouvez aujourd'hui tenter de vendre à votre profit ce que des générations d'Amérindiens ont su préserver.

Vous affirmez que « sur le site de la montagne d'or, il n'y a aucune communauté de vie amérindienne ». Pour un historien, vous balayez allègrement l'histoire des Peuples Premiers qui ont parcouru la Guyane avant la colonisation. Si pour vous la période précolombienne n'existe pas, pour nous premiers habitants, elle fait partie de notre identité et nous tenons à préserver nos sites sacrés dont fait partie le territoire où se situe le projet de la Montagne d'or.

Des recherches archéologiques font état « d'un site remarquable » avec la découverte de cinquante sites précolombiens, dont quinze sites à fossés appelés aussi « montagnes couronnées » à proximité du projet. C'est donc l'héritage des Peuples Autochtones et de la Guyane qui est en danger.

C'est injustement que vous niez à plusieurs reprises l'existence même d'une culture amérindienne, en témoignent vos propos sur l'héritage de nos savoirs ancestraux concernant la plante Couachi. Il est pour le moins frappant que vous semblez croire en votre totale impunité pour tenir ce genre de contre vérités et propos insultants en public.

Vous parlez de « communauté de destin » mais ne cessez de piétiner la décision des autorités coutumières et des Peuples Autochtones qui se battent pour la préservation de l'environnement au bénéfice de TOUS les Guyanais.

Lors de la réunion des autorités coutumières du 16 mars dernier à la CTG, vous avez volontairement refusé le dialogue en fermant la porte aux organisations autochtones siégeant au Grand Conseil Coutumier.

Un an après les manifestations dans lesquelles les Amérindiens de Guyane ont marché ensemble pour la reconnaissance de leurs droits, et alors que la situation n'évolue ni sur le foncier, ni sur l'orpaillage malgré les promesses formulées par les élus, nous dénonçons vos propos stigmatisants et paternalistes qui reflètent votre profond mépris pour le libre arbitre amérindien.

Il y a 500 ans nous combattions les colons venus piller et souiller ce territoire, aujourd'hui nous ne sommes pas prêts d'abandonner soyez en certains. Nous défendrons nos terres.

Par conséquent, au nom des Peuples Autochtones de Guyane, les organisations et autorités coutumières demandent une audience et des excuses publiques de votre part.

Contacts presse :

Jean Philippe Chambrier (FOAG) : 06.94.94.91.03

Christophe Yanuwana Pierre (JAG) : 06.94.27.91.22

Représentants des associations amérindiennes au sein du Grand Conseil coutumier